

TABLEAU 13

## Acquisitions trans-frontières en Europe — 1989

<u>Pays cibles</u>	<u>M \$CAN</u>	<u>Nombre d'opérations</u>
Grande-Bretagne	30 913	238
RFA	8 279	216
France	7 780	191
Italie	5 975	104
Espagne	3 899	128
Pays-Bas	2 730	99
Belgique	1 863	62
Suède	1 104	35
Danemark	787	35
<u>Pays acheteurs</u>		
É.-U.	20 014	185
France	14 027	168
RFA	9 638	128
Grande-Bretagne	7 992	282
Italie	2 437	52
Japon	2 147	55
Suède	2 002	121
Belgique	1 473	28
Suisse	1 342	83

Source : *Translink's European Deal Review*.

Nota : Ce tableau inclut les acquisitions faites en Europe par les sociétés américaines et japonaises.

hostiles sont encore rares dans le secteur financier, et des étrangers n'arriveraient probablement pas à prendre le contrôle d'une institution financière importante face à une opposition des autorités politiques locales. Les gouvernements encouragent la fusion entre les principaux participants sur les marchés nationaux de préférence aux marchés étrangers. Les bons candidats à un achat éventuel sont rares : ils deviennent très chers et surcotés ce qui limite tout espoir de rendement décent à long terme. Dans le passé, des exemples d'acquisitions en Europe et en Amérique du Nord se sont avérés des erreurs très coûteuses en raison des disparités

culturelles et des différences de style de direction, ainsi que d'une mauvaise perception du marché.

En même temps, les banques locales conservent une bonne emprise sur leur marché et diversifient rapidement leurs gammes de produits. Les banques étrangères trouvent là d'excellentes occasions de créer des associations en participation, pour distribuer leurs produits spécialisés aux banques locales désireuses d'offrir de nouveaux produits à leur clientèle — en particulier aux nouvelles générations qui sont plus exigeantes.